

RWANDA

KIGALI, L'ENFER DE L'EGLISE SAINTE-FAMILLE

Ils sont près de 5 000 entassés dans l'église Sainte-famille et la paroisse Saint-Paul à Kigali. Réfugiés tutsis, ils redoutent chaque jour les rafles des miliciens hutus, qui, mardi déjà, ont emmené puis exécuté une cinquantaine d'hommes. Hier, un responsable de l'ONU a pu les rencontrer. Témoignages.

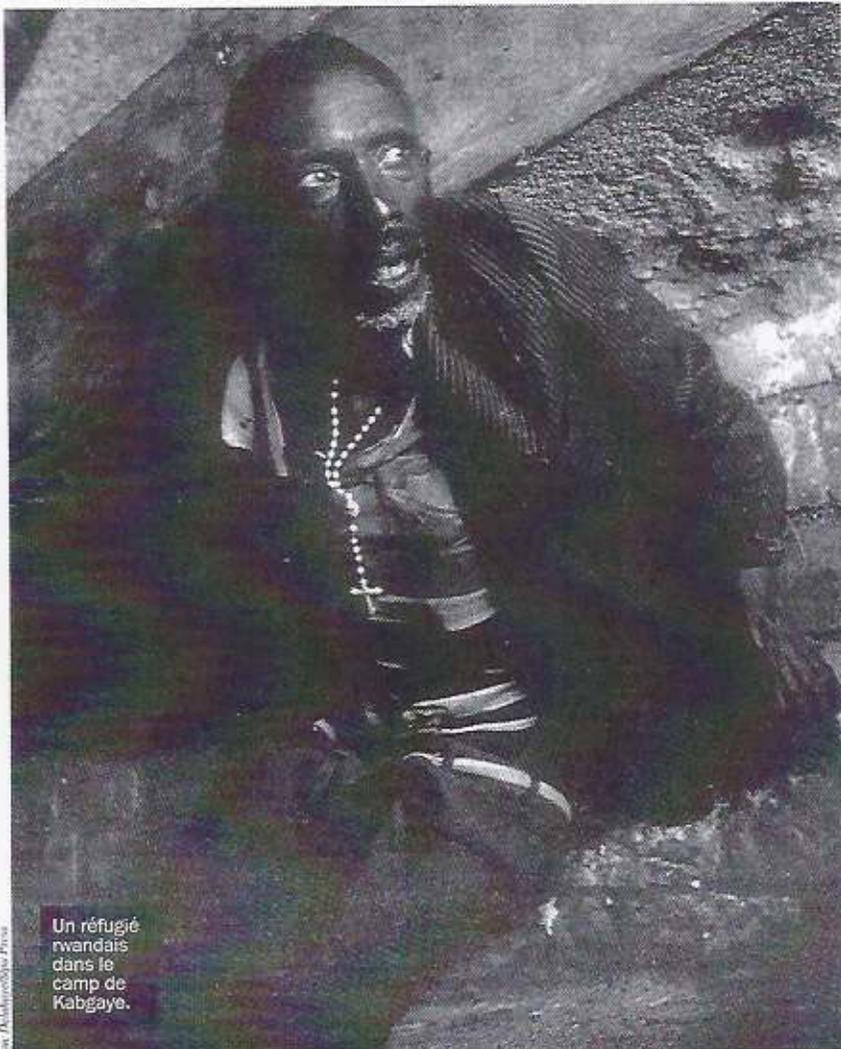
Kigali a encore été hier le théâtre de nombreux bombardements et de tirs d'armes automatiques, malgré le cessez-le-feu signé mercredi à Tunis. A la suite des déclarations d'Alain Juppé sur une éventuelle intervention française au Rwanda, les rebelles du FPR ont affirmé hier que cela « ne ferait qu'aggraver la situation ».

Kigali, envoyé spécial

Derrière un maigre banc en guise de barrage, le milicien reste immobile. Les cinq voitures et le blindé frappés du sigle des Nations unies ne semblent pas l'impressionner. Armé d'un vieux fusil et vêtu d'une vague combinaison kaki, il a tout juste redressé la tête pour indiquer son refus. A ses côtés, un enfant de cinq ans en guenilles, une scie à la main, semble rire de cet affront. Dans un des véhicules, le général ghanéen Henry Anyidoho, le chef d'état-major adjoint de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar), est sur le point de perdre son calme. Il a décidé d'enquêter lui-même sur le sort des quelque 5 000 réfugiés tutsis qui se terrent à l'église Sainte-Famille et à la paroisse Saint-Paul, d'où les miliciens ont emmené mardi puis exécuté une cinquantaine de jeunes hommes.

« Quand je pense que ces gamins font la loi dans ce pays, dit-il, en montrant de la tête un groupe d'hommes hirsutes armés de machettes et voutrés au pied d'un arme, je suis sûr qu'avec quelques blindés supplémentaires et une solide escorte pour assurer la protection de l'opération, ils s'envoleraient comme une nuée de moutons. » Mais l'heure n'est pas à la confrontation, et le milicien réclame aux Casques bleus une autorisation du préfet de Kigali pour laisser passer leur convoi. Deux heures plus tard, après une longue négociation, Tharcisse Remzah, le préfet accepte finalement d'accompagner le général qui menaçait de ne plus quitter la ville tant qu'il ne se serait pas rendu auprès des réfugiés. A peine le milicien a-t-il reconnu la voiture du préfet, que le banc est retiré et le convoi autorisé à pénétrer dans l'enceinte de la Sainte-Famille.

A l'intérieur de l'église, le spectacle est terrifiant. Il y a là des centaines d'enfants aussi hagards que leurs parents. Des vieux qui marchent avec peine et d'autres qui tentent de se lever pour voir la raison de cette animation. Chaque recoin de l'église est occupé par une natte ou un morceau de couverture, sur lesquels s'entassent des familles entières. La sacristie a été transformée en hôpital de fortune. Sur la trentaine de civières gisent de nombreux réfugiés atteints pour la plupart



Un réfugié rwandais dans le camp de Kabgayé.

« Il faut une force d'interposition »

Pour le président gabonais, Omar Bongo, la résolution adoptée mercredi par le sommet panafricain sur le Rwanda est insuffisante, car trop imprécise.

Tunis, envoyé spécial

Le président gabonais est avec le général Eyadéma (Togo) et le maréchal Mobutu (Zaire) l'un des « doyens » au pouvoir en Afrique francophone. Il estime « bâclé » l'accord sur le Rwanda. Explications.

LIBERATION. Tout le monde se félicite de la trêve proclamée au Rwanda. N'est-ce pas une réussite pour l'Afrique ?

OMAR BONGO. Franchement, je vous dis non. Parce que la résolution qui a été adoptée est vide de sens. Elle ne précise ni la date de l'entrée en vi-

gueur du cessez-le-feu, ni celle de l'arrivée à Kigali des Casques bleus supplémentaires. Elle ne précise pas non plus le début des négociations politiques et, enfin, elle ne dit rien de concret sur la reprise des accords d'Arusha, signés par feu le président

Habyarimana et les rebelles du FPR. Alors, en fait, ce ne sont que des recommandations. C'est insuffisant. L'Afrique aurait dû dire, très explicitement, ce qu'elle exige et elle aurait dû se donner les moyens de l'imposer aux belligérants.

LIBERATION. Alors, vous n'avez pas voté pour cette résolution ?

O.B. Non, elle a été adoptée sans ma voix, en mon absence. Avec le soutien d'autres chefs d'Etat, j'ai ensuite fait une contre-proposition. Mais, apparemment, c'était trop tard...

LIBERATION. Il y a un an, lors du précédent sommet panafricain, on avait instauré un « mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits régionaux ». Qu'en est-il ?

O.B. Dans la pratique, hélas ! cet instrument de règlement n'intervient pas. Peut-être, si notre nouveau président en exercice (le chef de l'Etat tunisien Ben Ali, ndr) s'y emploie avec la détermination qu'on lui connaît, ce mécanisme va-t-il devenir opérationnel. Mais sinon, c'est encore quelque chose qui ne marchera pas.

LIBERATION. N'y a-t-il pas un problème de relève en Afrique francophone ? En cas de crise aiguë, il n'y a que les anciens - comme vous, le général Eyadéma ou le maréchal Mobutu - qui sont présents. Qu'en est-il de la « génération de La Baule », des nouveaux dirigeants africains ?

O.B. Ils arrivent seulement. Alors, il faut qu'ils apprennent. On ne peut pas intervenir, ici ou là, sans savoir comment. Laissons-leur le temps : je suis sûr que, dans deux ou trois ans, ils sauront. Alors, ça va être dur pour...

LIBERATION. ...l'Occident ?

O.B. (rires) ...pour nos interlocuteurs. Il n'y a pas que l'Occident.

LIBERATION. L'Afrique du Sud, la grande espérance, d'un côté, et, de l'autre, le Rwanda, le drame : entre ces deux pôles, où va l'Afrique ?

O.B. Je pense que l'Afrique se rapprochera du modèle sud-africain. Parce qu'il y a là - de la libération de Mandela par De Klerk jusqu'à l'élection de l'ancien prisonnier comme président - une leçon démocratique que beaucoup d'entre nous auraient dû appliquer depuis longtemps, notamment dans le traitement de leur opposition. Au Rwanda, c'est encore la logique putschiste des coups d'Etat qui sévit. C'est toujours : « Ôte-toi de là que je m'y mette... » Le président Habyarimana est mort non pas dans un accident mais victime d'un assassinat. Maintenant, si la trêve tient, il faut déployer une force d'interposition, évacuer les enfants et entreprendre des négociations pour un gouvernement intérimaire, en attendant des élections.

Recueilli par Stephen SMITH